



Communiqué de presse

La vie des travailleur·ses contre le Profit !

Notre planète est en train de traverser une très grave crise sanitaire inédite mais qui, au regard de l'organisation économique de la production et de l'exploitation des richesses, n'est sûrement pas la dernière...

Depuis plus d'une semaine de nombreux salarié·es se battent pour faire arrêter toutes les activités non-essentiels et pour assurer les conditions de sécurité sanitaire pour celles et ceux dont les activités sont indispensables. Partout la CGT se bat aux côtés des travailleurs et travailleuses, pour ne pas laisser cette crise amplifier encore les inégalités dans le monde du travail. Parce qu'il est hors de question que la préservation de l'économie prime sur la préservation de la santé et la vie de toutes et tous !

Dans l'éducation, la recherche, la culture et l'éducation populaire la crise et le confinement ramènent au premier plan nos revendications. En premier celles d'exigence de moyens pérennes et de postes statutaires pour l'enseignement supérieur et la recherche publique. Cette dernière ne peut fonctionner avec des financements par projet (à court terme) et la précarité (généralisée), qui la brident. Ces modes de financements l'ont concrètement empêchée de travailler sur les coronavirus.

L'autonomie des universités laisse aux président·es une bien trop grande marge de manœuvre dans la mise en œuvre des consignes nationales, la délivrance des diplômes ou dans la gestion des personnels, ce qui devient particulièrement dangereux en cette période de crise. Les vacataires, les contractuel·les doivent continuer à être payés, les CDD doivent être renouvelés. Les services externalisés doivent retourner dans la Fonction publique. Les personnels des universités, des organismes de recherche et des CROUS, dont les missions sont indispensables, doivent pouvoir travailler dans des conditions ne mettant pas en cause leur sécurité ni leur santé.

La mise à mal des structures de la formation professionnelle par les réformes successives et les baisses de budget, pèsera fortement sur un monde du travail fragilisé par la crise et qui aura absolument besoin de formations longues et qualifiantes pour permettre l'accès de toutes et tous au travail. Elle sera aussi indispensable pour accompagner les évolutions de la production qui sont devant nous pour faire face aux mesures de transition écologique.

Dans l'éducation et l'éducation populaire, les fermetures d'établissements ont laissé de nombreux jeunes et leurs familles face à leurs difficultés d'organisation, d'apprentissage, d'accès à la culture et aux connaissances... Cette situation inédite met en lumière le rôle absolument indispensable de l'ensemble de ces structures publiques et non-lucratives. La communication de camelot du ministre de l'Éducation nationale et de la jeunesse peut faire sourire mais elle est bien représentative d'une

politique qui, sous couvert d'égalité, exclut de plus en plus de jeunes de l'accès aux études, aux qualifications, à l'émancipation !

La FERC CGT dénonce la « loi d'État d'urgence sanitaire » qui ne répond pas aux urgences sanitaires et sociales actuelles et confère quasiment les pleins pouvoirs au patronat contre les travailleur-ses. Le président de la République peut désormais gouverner seul, par ordonnances, sur tous les domaines et avoir la main sur le droit du travail et le statut général de la Fonction Publique.

Après la crise, nous devons exiger de nos gouvernant-es qu'ils et elles en tirent les leçons. Nous ne pourrons pas reprendre nos activités et nos vies en laissant le gouvernement pérenniser sa loi d'urgence sanitaire pour casser encore et toujours plus les droits et les conquises sociaux.

Au contraire les constats faits et partagés avec la population ouvriront la voie à une remise en cause du partage des richesses. L'urgence ne pourra pas être de verser des dividendes aux actionnaires mais il faudra rémunérer le travail en donnant le pouvoir de décision et de gestion aux travailleurs et travailleuses.

Les services publics présents pendant la crise, avec des agent-es engagés pour le bien commun, devront être reconnus et renforcés massivement, développés sur tout le territoire avec des postes de fonctionnaires et des moyens récurrents.

Plus largement des pans entiers de notre économie devront être socialisés, on ne peut pas laisser la production de médicaments, de l'énergie, la gestion des transports entre les mains de multinationales échappant à tout contrôle.

Les constats et les applaudissements d'aujourd'hui doivent construire nos conquêtes de demain !

Montreuil, le 24 mars 2020